



AUTORISATION DE SURVOL DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES

- autorisation numéro 2013 - 296 -

Pétitionnaire : EDF - Direction production ingénierie - centre d'ingénierie hydraulique
Adresse : EDF - Direction production ingénierie - centre d'ingénierie hydraulique -
bâtiment C - ACI - CCIH WP - 4, rue Claude Marie Perroud - 31096 TOULOUSE CEDEX
Nature de la demande : survol,
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en val d'Azun - Hautes-Pyrénées,
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc
National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de
l'environnement (*NOR : DEVL120758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de
la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de
l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du
Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu la convention de partenariat passée entre l'établissement public du Parc National des
Pyrénées, le 15 décembre 2009, et EDF et notamment son article 3,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra,
sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le
Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être
contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

././

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles en supra, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise EDF à organiser des héliportages et survols du cœur du Parc National des Pyrénées dans les conditions suivantes consécutives aux travaux, autorisés par ailleurs par Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, au titre de l'application du revêtement extérieur de la conduite forcée de Migouélou, la maintenance génie civil des pilettes et massifs de la dite conduite :

- point de départ : zone spécialisée du plan d'Aaste - d'Arrens Marsous (*Hautes-Pyrénées*),
- point d'arrivée : vanne de tête – installation EDF d'Arrens Marsous (*Hautes-Pyrénées*),
- objet du survol : travaux de gros entretien.

Les préconisations suivantes seront respectées :

- éviter la rive droite au niveau du lac du Tech (*le survol doit s'effectuer en rive gauche*),
- les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation,
- les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage qui seront communiquées par Monsieur le Chef de secteur du Parc national des Pyrénées en val d'Azun.

Ces préconisations peuvent être modifiées à tout moment par Monsieur le Chef de secteur du Parc national des Pyrénées en val d'Azun.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 4 novembre 2013 au vendredi 22 novembre 2013 inclus et la destination mentionnée en supra.

Le pétitionnaire s'engage à adresser au Parc national des Pyrénées et singulièrement à :

- Monsieur le Secrétaire général du Parc National des Pyrénées,
- Monsieur le Chef de secteur du Parc national des Pyrénées,

par messagerie électronique, au plus tard le lundi à 10 heures, pour la semaine concernée, le détail des survols et rotations effectuées dans la semaine. Le document transmis comprendra, pour chaque jour ouvrable, le nombre de rotation, leur objet et l'entreprise de transport retenue.

Le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc national des Pyrénées de toute modification ou annulation de tout ou partie du programme hebdomadaire de survol.

En cas de non transmission de ces informations, la présente autorisation sera déclarée sans objet et les survols seront de facto non autorisés.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

../..

Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées peut retirer la présente autorisation, à tout instant, en raison de la non transmission des informations demandées ou en cas de non respect des prescriptions.

- article trois :

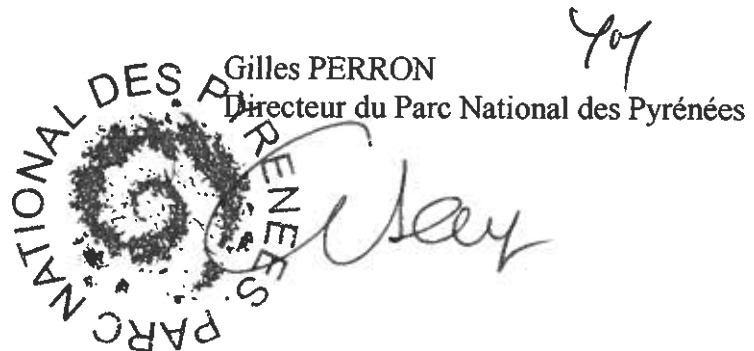
Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le 2 novembre 2013.

Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées

The image shows the official seal of the Parc National des Pyrénées, which is circular and contains the text "PARC NATIONAL DES PYRENEES" around a central emblem. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink. To the right of the seal, the name "Gilles PERRON" and his title "Directeur du Parc National des Pyrénées" are printed in a standard font. There is also a small handwritten mark above the name.

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.